

PROJET DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE

Construction de volières avec couverture photovoltaïque
et filets de protection pour l'élevage
de canards pékin et poulets de chair



Domaine de la Gibaudière



M. Philippe JEHAN

EARL LA GIBAUDIERE

Adresse : La Gibaudière 53100 CHATILLON-SUR-COLMONT

Localisation du projet : Lieu-dit « Grattoir » et lieu-dit
« Passoir » ; 53100 Châtillon-sur-Colmont

Tél : 06 82 96 93 97

Email : gaecdelagibaudiere@orange.fr

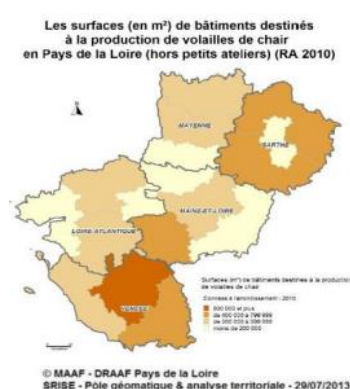
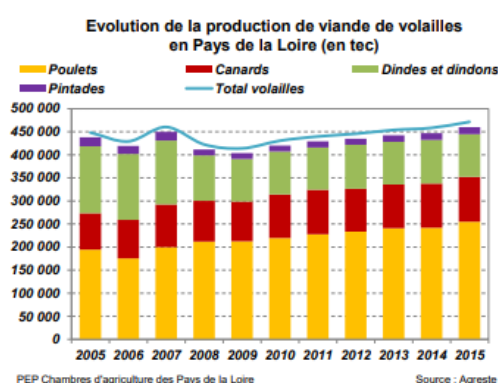
Table des matières

CONTEXTE AGRICOLE	3
Contexte local de la filière « volailles »	3
Les spécificités de la production de canards pékin	4
Les spécificités de la production de poulets de chair.....	4
Les règles sanitaires à respecter	5
 L'EXPLOITATION EARL LA GIBAUDIERE.....	6
Situation	6
Fonctionnement de l'exploitation.....	7
Commercialisation.....	7
 LE PROJET : CONSTRUCTION DE VOLIERES PHOTOVOLTAIQUES POUR AMELIORER LES CONDITONS D'ELEVAGE.....	8
La volière photovoltaïque.....	9
Le projet de volières au lieu-dit « Grattoir » pour les canards pékin.....	10
Le projet de volières au lieu-dit « Passoir » pour les poulets de chair.....	11
Le projet de volières global	12
Les améliorations techniques pour l'exploitation	13
Le partenariat entre M. JEHAN et TECHNIQUE SOLAIRE.....	14
Un projet agrivoltaïque à impact positif	14
 CONTACTS	15
Pétitionnaire du projet :	15
Maitre d'œuvre :	15

CONTEXTE AGRICOLE

Contexte local de la filière « volailles »

Les Pays de la Loire représentent plus de 25 % de la production nationale de volailles, en volume comme en valeur (deuxième région avicole derrière la Bretagne). La production avicole (volailles et œufs) s'est hissée au rang de troisième production agricole de la région juste derrière le lait et la viande bovine. La filière occupe à ce titre une place centrale tant par les volumes mis sur le marché que par les emplois générés tout au long de la chaîne de valeurs (organisations de production, encadrement techniquement, suivi sanitaire, abattoirs, accoueurs et commercialisation).

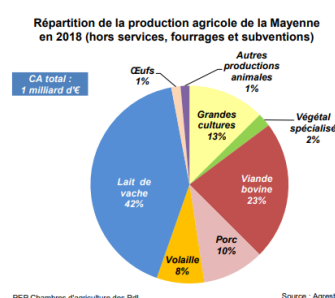


En Mayenne, l'agriculture représente une activité importante, avec plus de 7 % des emplois du département, deux fois plus qu'au niveau régional. Selon la DRAAF, les exploitations agricoles emploient environ 12 000 actifs permanents répartis sur plus de 6 000 exploitations. L'élevage y représente près des trois quarts de la valeur de la production agricole départementale et concerne plus de trois exploitations sur quatre. La Mayenne est très bien représentée en se classant au 13 -ème rang des départements producteurs de volailles et en ayant trois entreprises d'abattage de volailles.

Historiquement, la production de volailles au niveau départemental a connu un essor important après 1986, notamment dans l'Est du département, en lien avec le développement du label de Loué. Jusqu'à 2009, ce développement s'est généralisé à l'ensemble du territoire, pour connaître ensuite une stabilisation dans les années entre 2009 et 2015, puis un lent déclin depuis 2016 à cause des épisodes d'épidémie de grippe aviaire et de la montée en puissance de concurrents sur les marchés extérieurs (en France, les importations de volailles, 38% de notre consommation, ont repris en grande proportion depuis la crise du coronavirus). Afin de faire face à ce phénomène, des investissements au niveau de la production, de la transformation et sur les autres maillons de la filière ont été consentis.

VOLAILLE

- 62 500 t produites (estimation CA)
- 471 élevages de chair (MSA)
- 30 % de la production sous signe de qualité (Loué, Duc de Mayenne)
- Capacité d'abattage: 106 000 t/an



Les spécificités de la production de canards pékin

L'élevage de canard pékin, en comparaison de celui des poules pondeuses, tire plusieurs avantages. Tout d'abord, du fait de leurs caractéristiques physiologiques et comportementales, ils nécessitent moins de soins tout en résistant mieux aux pathogènes. De plus, l'élevage de canard a un avantage commercial, avec une production de viande par carcasse plus grande en comparaison de poulets de chair, par exemple. Enfin l'alimentation des canards est moins exigeante, ils consomment aussi bien du fourrage vert, des insectes ou des escargots, là où les poules demandent des compléments alimentaires pour se développer. Le canard pékin vient à l'origine de Chine et était importé dès le XIX^{ème} siècle vers l'Angleterre et les Etats-Unis. Il a rapidement conquis les éleveurs en Europe grâce à ses nombreuses qualités : élevage facile et économique, cannes bonnes pondeuses, plumage blanc et chair abondante donc parfaitement adaptés à la production de viande. On le reconnaît surtout à son plumage blanc et son bec jaune, sa grande taille, sa rusticité et son tempérament calme et sociable. S'il est destiné à l'engraissement, il peut atteindre un poids compris entre 3 et 5 kilos ; cela dépend de la façon dont on l'élève et dont on le nourrit (les males sont sensiblement plus lourds que les femelles). La viande du canard pékin contient assez peu de graisse, ce qui est un avantage dans les régions où il y a une grande demande de viande maigre.

Les spécificités de la production de poulets de chair

Les poussins arrivent dès l'âge de 1 jour dans un bâtiment chauffé à 27 degrés et au fur et à mesure de leur emplumée, la température est progressivement diminuée pour qu'ils s'habituent à l'ambiance extérieure. Les volailles sortiront à l'âge de 42 jours et ce jusqu'à l'âge adulte (abattage à environ 90 jours). Les poulets pèsent entre 2 kg et 2.5 kg. Leur nourriture est à base de céréales issues d'entreprises privées locales (sans OGM pendant toute leur vie). Les animaux se nourrissent aussi des herbes et différentes sources extérieures sur les parcours de volailles extérieurs.

Pour les canards pékin comme pour les poulets de chair « Label Rouge », il s'agit donc de planifier la production pour pouvoir commercialiser toute l'année un produit de qualité homogène. C'est essentiellement l'âge d'abattage qui va conditionner la qualité du produit : le consommateur doit pouvoir retrouver la volaille qu'il a apprécié une première fois, ce qui suppose que l'éleveur ait précisé un cahier des charges de production permettant une bonne répétitivité de ses produits.



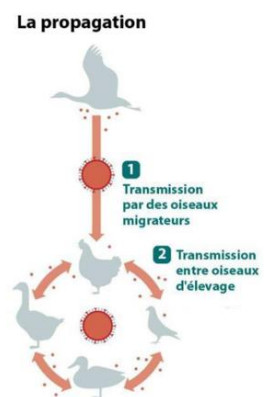
Les règles sanitaires à respecter

Pour diversifier sa production (actuellement production laitière & poules pondeuses, poulets de chair et pintades) et la mise en conformité avec la réglementation des bonnes pratiques sanitaires en élevage, l'élevage de M. Philippe JEHAN doit séparer les palmipèdes des poulets de chair et des autres animaux d'élevage. L'élevage fonctionne sur plusieurs sites (« Le Grattoir » et « Le Passoir ») avec des roulements sur plusieurs parcours de volaille et bâtiments d'élevage pour respecter les vides sanitaires entre chaque lots. Ce principe implique donc une séparation complète entre bandes d'animaux d'âges différents et évite ainsi la contamination des volailles les plus jeunes par les volailles les plus âgées. La séparation entre espèces différentes, en particulier palmipèdes par rapport à l'élevage de poulet/pintade/dinde, est aussi importante pour maîtriser la circulation des virus et en particulier le virus de la grippe aviaire (influenza aviaire) qui décime les exploitations françaises depuis plusieurs années. La grippe aviaire est une maladie infectieuse des oiseaux ou de la volaille causée par différents virus, il s'agit d'une épizootie. Cette infection se transmet d'une volaille à une autre volaille.

Transmission et propagation :

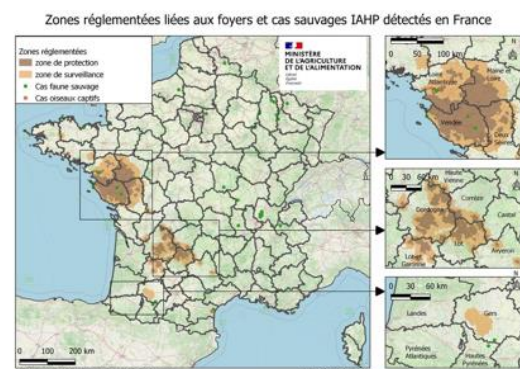
La transmission et la propagation viennent le plus souvent du contact direct entre les animaux sauvage et les animaux d'élevage pendant la période migratoire, c'est-à-dire habituellement de novembre à mars. S'ils sont porteur du virus l'oiseau migrateur peut d'en ce cas transmettre la maladie.

La France est située sur la branche occidentale du système de migration de trois milliards d'oiseaux se rendant des régions paléarctiques vers les régions afro-tropicales.



L'actualité régionale et départementale sur l'influenza aviaire :

Depuis août 2021, de nombreux foyers d'influenza aviaire hautement pathogène (IAHP) ont été détectés dans la faune sauvage ou dans des élevages en Europe. L'ensemble du territoire métropolitain avait été placé le 5 novembre en risque « élevé » au regard de la progression rapide du virus de l'influenza aviaire en Europe. Un premier foyer a été détecté le 26 novembre dans un élevage de poules pondeuses dans le Nord. Deux départements (Vendée et Loire-Atlantique) ont connu une diffusion rapide du virus et la région Pays de la Loire enregistre un grand nombre de foyers. A début mai 2022, dix millions de volailles avaient été abattues pour endiguer la grippe aviaire, un bilan très lourd. Des mesures très strictes ont été prises localement pour préserver en particulier les couvoirs et élevages de reproducteurs nombreux dans cette région, avec l'instauration d'une zone réglementée de 20 km autour des foyers. Une zone « pare-feu » a également été mise en place pour limiter la diffusion du virus à la Bretagne en diminuant la densité des élevages de canards sur une bande de 10 km. Si la Mayenne est relativement épargnée depuis le premier cas local (une oie de basse-cour de Ballots), la grippe aviaire fait encore des ravages dans le reste des Pays de la Loire. Une vigilance accrue est nécessaire – pour l'illustrer, deux cas de grippe aviaire ont été détectés en Mayenne à la fin du mois de janvier 2022 chez un particulier à Ballots et mi-février dans un élevage à Saint-Martin.



Fonctionnement de l'exploitation

La famille de M. JEHAN exerce une activité agricole sur la commune depuis déjà quatre générations (du côté de son beau-père). La première génération (Auguste et Georgette) s'est installée juste après la seconde guerre mondiale en achetant la ferme « La Gibaudière » à Chatillon sur Colmont dans le Bocage mayennais afin d'y élever des vaches laitières dans l'étable comme cela se faisait autrefois. Leurs fils Charles né en 1951 a progressivement diversifié et agrandi la ferme (salle de traite etc) et a été suivi de Stéphane (3eme génération) en 1992 puis de Philippe JEHAN (installé lui-même sur l'installation en 1996 et diversifie avec des volailles Label Rouge suite aux crises de la vache folle en 1999). Le GAEC existe depuis 1992, le GFA Victor Hugo a été créé en 2009 et une nouvelle structure (EARL) a été créé en 2020.

Au total, la surface agricole utilisée (SAU) de l'exploitation est d'environ 166 hectares plutôt groupée. L'une des activités principales de l'entreprise est la culture de céréales (maïs, blés et orges). L'élevage de 10 000 canards pékin représente une activité parallèle à l'ensemble des autres élevages (4 autres bâtiments d'élevage de 4 000 poulets de chairs « Label Rouge » au lieu-dit « Le Passoir », des pintades et 120 vaches laitières) – cela permet à l'exploitant de diversifier ses activités et pérenniser au long terme sa production.

L'élevage en question couvrira une surface d'environ 5,5 hectares pour les canards et 2 hectares pour les poulets de chair. La ferme recevra les canards et poulets éclos de 1 jour (souches locales) et aura pour rôle de faire vieillir dans de bonnes conditions les canards jusqu'à l'abattage à 7 semaines, et environ 90 jours pour les poulets, dans un abattoir du département.

Commercialisation

L'exploitation élève et commercialise différents types de volailles en vente *via* des groupements partenaires ce qui permet une facilité de travail et une stabilité mais aussi une partie de la production est destinée à la vente directe localement (M Jehan communique dessus via son site internet).

NOS ESPECES



Dindes

Dindes de Noël : 11€ le kg. Prêt à cuire !

Les dindonneaux arrivent à un jour d'un couvoir du Maine et Loire et doivent être accueilli dans des conditions de chauffage à 29 degrés car cet animal fragile doit démarrer avec un confort maximal ...



Chapons

Chapon de Noël : 11€ le kg. Prêt à cuire !

Nos animaux arrivent à 1 jour et sont gardés 150 jours. Leur alimentation est adaptée avec une finition au lait entier issu de la ferme. Les chapons pèseront vivants entre 4 et 4.5 kg.



Poulet

Poulets jaunes : 7€ le kg. Prêt à cuire !

Poulets blancs : 7€ le kg. Prêt à cuire !

Nos poussins arrivent des l'âge de 1 jour dans un bâtiment chauffé à 27 degrés et au fur et à mesure de leur emplumage, nous baissions progressivement la température pour qu'ils s'habituent à l'ambiance extérieure...



Pintades

Pintades : 7.50€ le kg. Prêt à cuire !

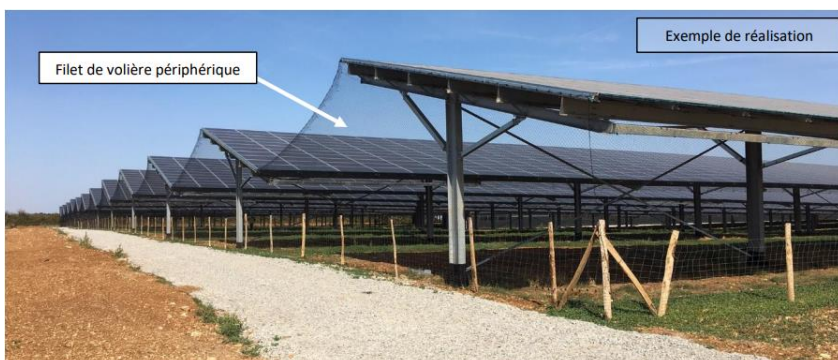
Nos animaux sortiront à l'âge de 42 jours et ce jusqu'à l'âge adulte (environ 100 jours). Les poulets pèseront entre 1.9 kg et 2.3 kg. Leur nourriture est à base de céréales issues d'entreprises privées locales. Celle-ci est sans OGM pendant toute leur vie ...

LE PROJET : CONSTRUCTION DE VOLIERES PHOTOVOLTAIQUES POUR AMELIORER LES CONDITONS D'ELEVAGE

Le projet consiste à améliorer les conditions de vie des volailles et les conditions de travail de l'éleveur avec une structure en acier galvanisé intégrant une couverture partielle de panneaux photovoltaïques au-dessus des filets.

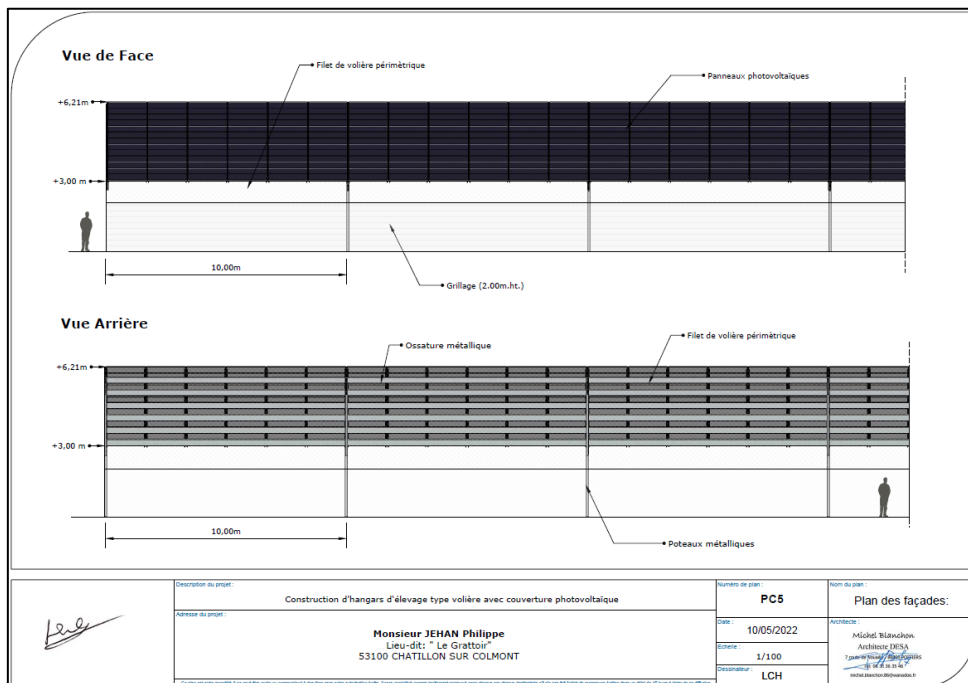
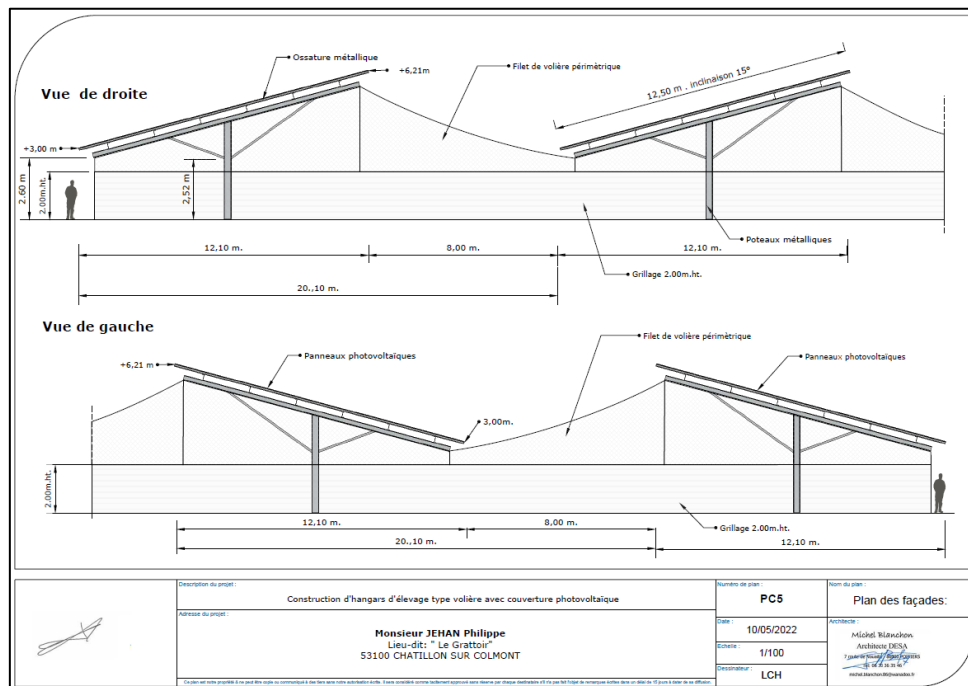
En plus de nombreux avantages techniques par rapport aux exploitations uniquement dotées de filets de protection, les volières photovoltaïques ont un avantage économique essentiel : la vente de l'électricité produite par les panneaux sert à financer la construction du projet et évite à M. Jehan un investissement important.

La société Technique Solaire s'est engagée, en cas de succès de ce projet, à accompagner M. JEHAN dans son futur projet de bâtiment photovoltaïque en autoconsommation, à coté de ses stabulations existantes à la Gibaudière.

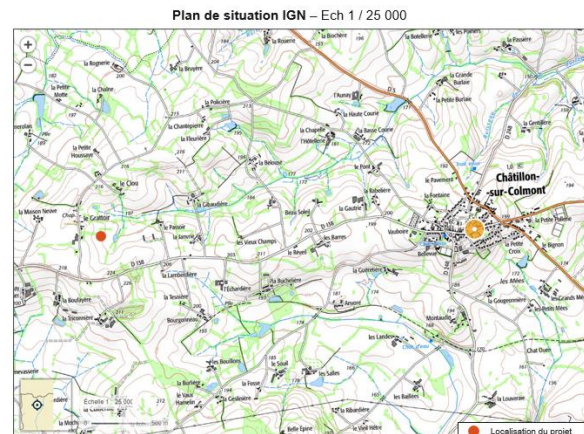
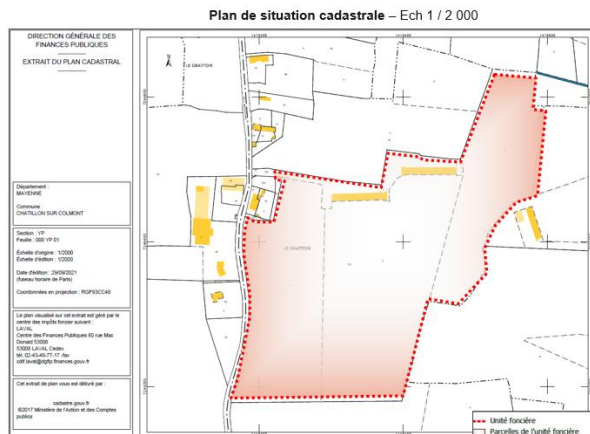


La volière photovoltaïque

La volière photovoltaïque, développée depuis 2017 par Technique Solaire, avec des éleveurs avicoles, consiste en une succession d'abris photovoltaïques espacés les uns des autres et soutenant des filets à 3 mètres au point le plus bas et 6,2 mètres au point le plus haut. Le pourtour des volières photovoltaïques est clos par des filets sur les parties hautes et du grillage sur les parties basses sur une hauteur de 2 mètres.

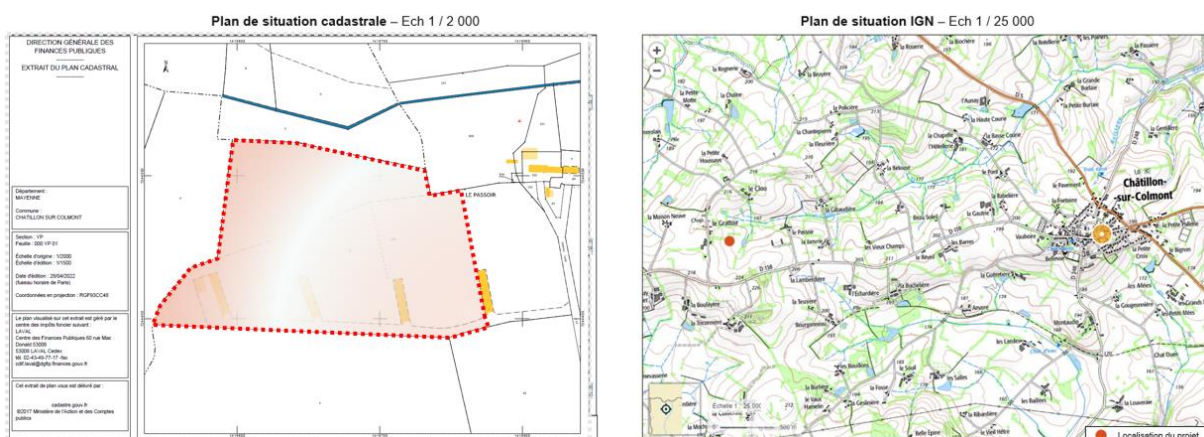


Le projet de volières au lieu-dit « Grattoir » pour les canards pékin



Le projet de cette volière photovoltaïque concerne deux parcours existants et permet un léger agrandissement au Nord-Est (au total, la surface utile du projet est de 4,4 hectares. Cette nouvelle exploitation a pour vocation un élevage annuel par lots de 10 000 canards pékin.

Le projet de volières au lieu-dit « Passoir » pour les poulets de chair



Le projet de cette volière photovoltaïque concerne trois des quatre parcours existants et permet (au total, la surface utile du projet est d'environ 2 hectares. Cette nouvelle exploitation a pour vocation un élevage annuel par lots de 4 000 poulets de chair « Label Rouge ».

Le projet de volières global



Quelques insertions visuelles des futures structures :

VUE 1 - AVANT



VUE 1 - APRES



VUE 2 - AVANT



VUE 2 - APRES



VUE 3 - AVANT



VUE 3 - APRES



Les améliorations techniques pour l'exploitation

Ce projet va permettre à M. JEHAN d'améliorer son site d'élevage sur lequel il souhaite désormais élever du canard pékin et du poulet de chair tout en s'équipant d'une volière neuve et ainsi protéger les différentes volailles des prédateurs, des intempéries et améliorer l'hygiène sur les parcours.

Réduction des coûts d'entretien

Avec une structure plus robuste conçue et dimensionnée pour durer et résister aux aléas climatiques, les volières photovoltaïques ne nécessitent aucun entretien de la part de l'éleveur.

L'éleveur peut ainsi entretenir sa parcelle à l'aide d'un tracteur ce qui facilite grandement le confort de travail de l'exploitant.

Réduction de la mortalité

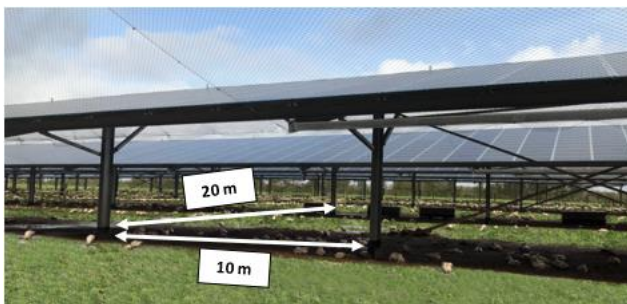
La volière photovoltaïque forme une barrière totale sur l'ensemble du parcours, empêchant toute introduction de prédateurs (terrien et aérien).

Zones abritées

Les zones couvertes permettront aux oiseaux de s'abriter des intempéries. Lors de fortes pluies en hiver, de grêle ou des fortes chaleurs en été. La présence de zones abritées est donc un avantage considérable qui permet d'éviter ce risque de perte.

Réduction du risque de maladie

Une meilleure hygiène des animaux s'explique par une meilleure répartition des volailles sur les parcours. Les abris sur l'ensemble du parcours vont permettre aux animaux de s'étaler sous l'ensemble de la volière et ainsi limiter leur présence dans les bâtiments, limitant les contacts et de transmissions de pathogènes.



Le partenariat entre M. JEHAN et TECHNIQUE SOLAIRE

Le développement et la construction des volières photovoltaïques sur le site d'élevage du Grattoir est fait dans le cadre d'un bail à construction et d'un prêt à usage entre M. Jehan et TECHNIQUE SOLAIRE.

Le projet est financé intégralement par TECHNIQUE SOLAIRE avec des fonds propres et de la dette remboursée avec la revente de l'électricité produite par les panneaux pendant la durée du bail.

M. Jehan a la jouissance des volières à titre gratuit pendant la durée du bail mais ne touche pas de revenus liés à la production d'électricité. Les revenus issus de la revente de l'électricité servent uniquement à financer le projet et à assurer l'exploitation et la maintenance de l'installation photovoltaïque. En plus de ce projet de volières, la société Technique Solaire s'est engagée en cas de succès de ce projet à aider et accompagner M. Jehan dans son futur projet de bâtiment photovoltaïque en autoconsommation à coté de ses stabulations existantes à la Gibaudière.

Un projet agrivoltaïque à impact positif

La bonne réalisation de ce projet et son exploitation permettront à la fois de satisfaire aux objectifs nationaux et européens de développement des énergies renouvelables, du maintien d'emplois agricoles, et de répondre à l'exigence de la biosécurité.

La performance énergétique des exploitations agricoles constitue en effet l'un des engagements issus du Grenelle de l'environnement. La problématique de l'énergie en agriculture est très liée à la problématique du changement climatique. Les efforts de réduction de la consommation d'énergie fossile et l'utilisation de sources d'énergie renouvelable pour la production d'électricité, de chaleur et de carburant se traduiront par une moindre émission de gaz à effet de serre du secteur agricole. Aujourd'hui, les émissions de gaz à effet de serre du secteur agricole représentent 19 % des émissions françaises. M Jehan souhaite avoir une exploitation à énergie positive dans les prochaines années.

En plus de favoriser la production d'énergie renouvelable, ce projet finance des infrastructures à vocation agricole et permettra des améliorations techniques au sein de l'exploitation de la Gibaudière.

Le projet va permettre à M. JEHAN de pérenniser son activité d'élevage de canards et de poulets de chair pour les années à venir.

Il va aussi faire de CHATILLON-SUR-COLMONT un territoire à énergie positive. Avec une installation photovoltaïque d'environ 8 Mégawatts-crête, l'installation devrait produire 8 800 000 kWh/an, soit la consommation de **3 200 foyers** (hors chauffage et eau chaude sanitaire, à raison de 2 750 kWh/an/foyer).

Enfin, le projet générera une retombée fiscale importante pour les collectivités locales avec le paiement d'un IFER d'environ 31 500 euros par an.

CONTACTS

Pétitionnaire du projet :



M. Philippe JEHAN
EARL LA GIBAUDIERE
Adresse : La Gibaudière 53100 CHATILLON-SUR-COLMONT

Localisation du projet : Lieu-dit « Grattoir »
et lieu-dit « Passoir » ; 53100 Châtillon-sur-Colmont

Tél : 06 82 96 93 97
Email : gaecdelagibaudiere@orange.fr

Maitre d'œuvre :



TECHNIQUE SOLAIRE
26 rue Annet Segeron, 86580, Biard

Yann LEDROIT, Chargé de développement
Tél : 07 64 88 13 26
Yann.ledroit@techniquesolaire.com

Romain PROUX, Service Urbanisme
Tél : 06 64 95 52 44 / 05 49 56 01 19
romain.proux@techniquesolaire.com

Laurent CHAZEAU, Service Urbanisme
Tél : 07 62 95 10 20 / 05 49 56 01 19
laurent.chazeau@techniquesolaire.com

Formulaire justifiant des constructions en Zone Agricole lors d'une demande de Permis de construire

Informations Générales

Nom (ou raison sociale) : JEHAN
Prénom (ou nom du gérant) : Philippe
Age : 51
Téléphone : 06 82 36 9 39 7
Email : gaecdelagibaudiere@orange.fr

1. Données générales de l'activité de l'utilisateur

Votre activité :

- ☒ Exploitant agricole à titre principal n'exerçant aucune autre activité ;
- ☐ Exploitant agricole à titre principal exerçant une autre activité
Précisez laquelle :
- ☐ Exploitant agricole à titre secondaire exerçant une autre activité à titre principal
Précisez laquelle :

Statut de l'exploitation :

Groupement Agricole d'Exploitation en Commun
Reconnu de la Gibaudière « La Gibaudière »
53100 CHATILLON-SUR-COLMONT
Société Civile au Capital Social variable de 162000 €
Siret n° 393 109 608 00017 NAF n° 0141Z
Tél. 02.43.04.24.39 Mail : gaecdelagibaudiere@orange.fr

N° SIREN :
N° Pacage : 053 017 673

☐ Individuelle ☒ EARL ☐ GAEC ☐ SCEA ☐ Autres :
Raison Sociale :

Adresse du siège d'exploitation Lieu-Dit : "Le Grattoir" Commune : CHATILLON SUR COLMONT	Adresse du projet (si différente du siège d'exploitation) : Lieu-Dit : Commune :
Adresse de l'habitation (si différente du siège d'exploitation) : Lieu-Dit : La croix du Grattoir Commune : CHATILLON SUR COLMONT	
Distance (km) entre le siège d'exploitation et l'adresse du projet : 1 Km	
Distance (km) entre la résidence et l'adresse du projet :	

L'Exploitation Agricole :

Surface agricole utilisée (SAU) de l'exploitation166.....ha

Cette SAU est-elle plutôt : ☐ Dispersée ☒ Groupée

Les activités actuelles :

Cultures		ou	
Nature des cultures	Surface cultivée	Tonne	Volume
Mais	✓		
Blés	✓		
Orges	✓		
Avoine			
Seigle			
Prairie	✓		
Autre ...			
COLZA			

Elevage			
Type d'élevage	Nombre	Type d'élevage	Nombre
Bovins		Porcins	
Vaches allaitantes		Porcs à l'engrais	
Veaux		Porcs reproducteurs	
Génisses	100	Porcelets	
Taurillons		Volailles	
Bœuf		Poulets/Pouillardes	16000
Vache laitière	120	Pintades/Chapons	
Caprins		Dindes	
Chèvres		Oies	
Chevreaux		Canards	10000
Chevrettes		Equins	
Ovins		Chevaux	
Brebis			
Agneaux/Agnelles			
Béliers			

Exploitation classée ICPE :

☒ Non

☐ Oui, Entourer le type : Autorisation / Déclaration / Enregistrement

2. Pour les demandes portant sur une construction de bâtiment agricole

Vos bâtiments actuels

Bâtiments existants	Utilisations actuelles	Surface m ²
Bâtiment 1		
Bâtiment 2		
Bâtiment 3		
Bâtiment 4		
Bâtiment 5		

Actuellement avez-vous :

- Du matériel stocké hors abri : ☐ Oui ☐ Non
- Du fourrage stocké hors abri : ☐ Oui ☐ Non
- Autres produits stockés hors abri : ☐ Oui ☐ Non

Le projet d'évolution de l'exploitation

La construction est-elle consécutive à une extension de l'exploitation : ☐ Oui ☐ Non

Si oui (préciser quelle activité et les informations relatives) :

Cultures		ou	
Nature des cultures	Surface cultivée	Tonne	Volume
Maïs			
Blés			
Orges			
Avoine			
Seigle			
Prairie			
Autre ...			

Elevage			
Type d'élevage	Nombre	Type d'élevage	Nombre
Bovins		Porcins	
Vaches allaitantes		Porcs à l'engrais	
Veaux		Porcs reproducteurs	
Génisses		Porcelets	
Taurillons		Volailles	
Bœuf		Poulets/Poulardes	
Vache laitière		Pintades/Chapons	
Caprins		Dindes	
Chèvres		Oies	
Chevreaux		Canards	
Chevrettes		Equins	
Ovins		Chevaux	
Brebis			
Agneaux/Agnelles			
Béliers			

Le projet de construction de bâtiment(s) :

[Volière ou Bâtiment \(rayé la mention inutile\)](#)

Surface du (ou des) bâtiment(s) : N°1N°2

Destinations du (ou des) nouveau (x) bâtiment(s) (précisez la surface de chaque destination) :

☐ Stockage matériel :m² ☐ Stockage fourrage : m²

Faire un listing dans la lettre de motivation

☐ Animaux : m² ☐ Stockage céréales : m²

☐ Autres : Préciser : m²

Le projet de construction est-il destiné à remplacer un (ou plusieurs) bâtiment(s) ?

☐ Oui ☒ Non

Distance par rapport au :

- Siège de l'exploitation :1000..... m
- Bâtiment(s) de l'exploitation : m
- Tiers : m

Justifier le choix d'implantation du bâtiment par rapport à l'exploitation :

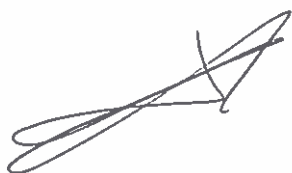
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Je soussigné, JEHAN Philippe

Atteste l'exactitude des renseignements fournis.

A Chékh, le 11-09-22

Signature :



**Code de sécurité :****2272CF2922B339C**Pour contrôler cette attestation
connectez-vous :<http://verification-attestations.msa.fr>La validité de cette attestation et le détail des informations
contenues peuvent être contrôlés :

- en ligne sur notre site mayenne-orne-sarthe.msa.fr
rubrique **services en ligne > vérification d'attestations**

- en contactant la MSA Mayenne-Orne-Sarthe ou son délégataire

*Ce contrôle peut être effectué pendant un an après publication de l'attestation.***M JEHAN PHILIPPE****RTE DU GRATTOIR****53100 CHATILLON SUR COLMONT**

La MSA Mayenne-Orne-Sarthe certifie que :

Monsieur JEHAN PHILIPPE**RTE DU GRATTOIR****53100 CHATILLON SUR COLMONT****1710835115088**est affilié(e) en qualité de membre de société non salarié agricole auprès de notre
organisme à une date antérieure au 01/01/1997.

A la date du 09/03/2022 :

- l'activité est exercée à titre principal.
- la superficie mise en valeur est de 167,2490 ha

*Attestation délivrée pour servir et valoir ce que de droit, produite par la MSA sous forme
dématérialisée dans les conditions de sécurité requises par la loi.*

Le Directeur

*Si l'organisme pour lequel vous demandez cette attestation requiert la date exacte de votre
affiliation, n'hésitez pas à contacter votre MSA.*

**DECLARATION INITIALE D'UNE INSTALLATION CLASSEE
RELEVANT DU REGIME DE LA DECLARATION**
Article R.512-47 du code de l'environnement

Nom et adresse de l'installation :

EARL DE LA GIBAUDIERE

LE GRATTOIR

53100

CHATILLON SUR COLMONT

Départements concernés :

Communes concernées :

La mise en œuvre de l'installation nécessite un permis de construire : OUI
Si oui, le déclarant s'est engagé à déposer sa demande de permis de construire en même temps qu'il a adressé la présente déclaration.

Sur le site, le déclarant exploite déjà au moins :

• une installation classée relevant du régime d'autorisation : NON
Rappel réglementaire : si oui, le projet est considéré réglementairement comme une modification de l'autorisation existante (article R.181-46 du code de l'environnement) et il sera soumis à l'avis de l'inspection des installations classées. Une note précisant l'interaction de la nouvelle installation avec les installations existantes a été jointe à la déclaration.

• une installation classée relevant du régime d'enregistrement : NON

• une installation classée relevant du régime de déclaration : NON

Epandage de déchets, effluents ou sous-produits sur ou dans des sols agricoles : NON

Demande d'agrément pour le traitement de déchets (article L.541-22 du code de l'environnement) : NON
Rappel réglementaire : si oui, cette demande sera soumise à l'avis de l'autorité administrative qui dispose d'un délai de 2 mois à partir de la réception du dossier et des éventuels compléments pour refuser l'agrément ou imposer des prescriptions spéciales (article R515-37 du code de l'environnement).

Le projet est soumis à évaluation des incidences Natura 2000 : NON
Rappel réglementaire : si oui, le dossier d'évaluation des incidences sera soumis à l'avis du service préfectoral compétent et le déclarant ne peut pas réaliser son projet tant qu'il n'a pas obtenu l'autorisation au titre de Natura 2000. En l'absence de réponse de l'autorité administrative dans un délai de 2 mois à partir de la réception du dossier (l'éventuelle demande de compléments suspend le délai), le projet peut être réalisé au titre de Natura 2000 (article R.414-24 du code de l'environnement).

Demande de modification de certaines prescriptions applicables : NON
Rappel réglementaire : si oui, cette demande sera soumise à l'avis de l'autorité administrative qui statue par arrêté (article R.512-52 du code de l'environnement). L'absence de réponse dans un délai de 3 mois à partir de la réception du dossier et des éventuels compléments vaut refus (décret n° 2014-1273 du 30 octobre 2014).

Installations classées objet de la présente déclaration :

Numéro de la rubrique de la nomenclature des installations classées	Alinéa	Désignation de la rubrique	Capacité de l'activité	Unité	Régime ¹ (D ou DC)
2111	2	Elevage de volailles	16900	AE	D

Rappel réglementaire relatif au contrôle périodique :

Les installations dont les seuils sont précisés dans la nomenclature sous le sigle « DC » (Déclaration avec Contrôle périodique) sont soumises à un contrôle périodique permettant à l'exploitant de s'assurer que ses installations respectent les prescriptions applicables (article R.512-55 et suivants du code de l'environnement). Ces contrôles sont effectués à l'initiative et aux frais de l'exploitant par des organismes agréés (article L512-11 du code de l'environnement). La périodicité du contrôle est de 5 ans maximum, sauf cas particulier (article R512-57 du code de l'environnement). Le premier contrôle d'une installation doit avoir lieu dans les six mois qui suivent sa mise en service, sauf situation particulière précisée à l'article R.512-58 du code de l'environnement.

Exception : l'obligation de contrôle périodique ne s'applique pas aux installations relevant de la déclaration **lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement** (article R.512-55 du code de l'environnement).

Les références des prescriptions générales applicables à chaque rubrique de la nomenclature des installations classées sont mises à disposition sur le site internet des préfectures concernées par l'implantation des installations :

- prescriptions générales ministérielles²,
- éventuelles prescriptions générales préfectorales.

Rappel réglementaire relatif aux installations soumises au régime de déclaration incluses dans un site qui comporte au moins une installation soumise au régime d'autorisation :

Les prescriptions générales ministérielles sont applicables aux installations soumises au régime de déclaration incluses dans un site qui comporte au moins une installation soumise au régime d'autorisation dès lors que ces installations ne sont pas régies par l'arrêté préfectoral d'autorisation (article R.512-50-II du code de l'environnement).

Déclarant : EXPLOITATION AGRICOLE A RESPONSABILITE LIMITEE DE LA GIBAUDIERE

Le déclarant a confirmé avoir pris connaissance des prescriptions générales applicables aux activités objet de la présente déclaration et notamment des éventuelles distances d'éloignement qui s'imposent pour l'implantation de l'installation.

Date de la déclaration initiale : 17/06/2022

Le déclarant a demandé à être contacté par courrier postal pour la suite des échanges : NON

Le déclarant a demandé, en tant que personne physique, l'anonymisation de sa déclaration SANS OBJET

Déclaration faite de manière distincte à l'occasion d'une demande d'autorisation environnementale... NON

¹ D : Régime de déclaration, DC : Régime de déclaration avec contrôle périodique.

² Les prescriptions générales ministérielles sont également consultables sur le site internet : <http://www.ineris.fr/aida/>